

# Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

## **Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Gagné, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017  
(Nom de l'organisme)  
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes  
au budget de Sept-Îles pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2018-01-15.  
(Date)

Signature

Serge Gagné

Date

2018-05-30

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sept-Îles, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, ainsi que les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

**Fondement de l'opinion avec réserve**

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du Gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016 sont les suivantes :

Surévaluation/ (Sous-évaluation)	<u>2017</u>	<u>2016</u>
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs et Actifs financiers	(7 957 803)\$	(8 883 203)\$
Actifs financiers nets (dette nette)	7 957 803)\$	8 883 203 \$
Excédent accumulé	(7 957 803)\$	(8 883 203)\$
État consolidé des résultats		
Transferts (revenus)	925 400 \$	(2 362 809)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	925 400 \$	(2 362 809)\$
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(7 957 803)\$	(8 883 203)\$

### Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe «Fondement de l'opinion avec réserve», les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sept-Îles au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentés aux pages S13, S14, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Finalement, nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra se référer aux deux tables des matières où elles sont identifiées.

*Mallette s.e.n.c.r.l.*

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CMA, Permis de comptabilité publique A127603

Sept-Îles, Canada

DATE 2018-06-04

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	51 138 317	50 710 390
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 365 012	4 073 962
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 004 527	3 905 213
Services rendus	5	4 688 734	5 420 640
Imposition de droits	6	871 418	2 862 053
Amendes et pénalités	7	416 284	458 588
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	357 284	910 889
Autres revenus	10	1 777 352	2 062 782
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	69 618 928	70 404 517
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	8 215 806	8 112 693
Sécurité publique	15	8 456 294	8 147 113
Transport	16	13 145 467	13 068 946
Hygiène du milieu	17	16 869 426	17 836 584
Santé et bien-être	18	1 429 918	1 578 757
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 094 177	4 435 808
Loisirs et culture	20	14 129 919	13 916 568
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	2 842 216	3 139 749
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	70 183 223	70 236 218
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(564 295)	168 299
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	142 997 500	142 845 816
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	16 615	
Solde redressé	28	143 014 115	142 845 816
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	142 449 820	143 014 115

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>2017</b>	<b>2016</b> Redressé note 22
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	21 757 729	13 025 668
Débiteurs (note 5)	2	11 274 655	18 870 016
Prêts (note 6)	3	197 847	197 847
Placements de portefeuille (note 7)	4	923 307	894 675
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>34 153 538</b>	<b>32 988 206</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	5 487 000	2 120 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	17 510 916	14 322 907
Revenus reportés (note 12)	12	3 104 241	2 666 217
Dette à long terme (note 13)	13	79 942 668	87 331 009
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 357 900	2 777 300
	15	<b>109 402 725</b>	<b>109 217 433</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(75 249 187)</b>	<b>(76 229 227)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	213 923 117	215 080 645
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 929 075	2 042 577
Stocks de fournitures	19	1 704 414	1 845 480
Autres actifs non financiers (note 17)	20	142 401	274 640
	21	<b>217 699 007</b>	<b>219 243 342</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>142 449 820</b>	<b>143 014 115</b>

Obligations contractuelles (note 20)  
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(564 295)	168 299
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 9 703 595 )	( 11 823 386 )
Produit de cession	3	(12 995)	24 570
Amortissement	4	10 841 198	10 261 315
(Gain) perte sur cession	5	38 674	(17 863)
Réduction de valeur / Reclassement	6	(5 753)	
	7	1 157 529	(1 555 364)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	113 502	638 323
Variation des stocks de fournitures	9	141 066	94 228
Variation des autres actifs non financiers	10	132 239	(161 979)
	11	386 807	570 572
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(1)	
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	980 040	(816 493)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(76 229 227)	(75 412 734)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(76 229 227)	(75 412 734)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(75 249 187)	(76 229 227)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(564 295)	168 299
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 841 198	10 261 315
Autres			
- Gain/Perte cession immob.	3	38 674	(17 863)
- Réduction de valeur - CTSI	4	(5 753)	
	5	10 309 824	10 411 751
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	7 595 361	(7 285 562)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	3 188 009	(606 663)
Revenus reportés	9	438 024	514 411
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	580 600	134 200
Propriétés destinées à la revente	11	113 502	638 323
Stocks de fournitures	12	141 066	94 228
Autres actifs non financiers	13	132 239	(161 979)
	14	22 498 625	3 738 709
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 9 703 595 )	( 11 823 386 )
Produit de cession	16	(12 995)	24 570
	17	(9 716 590)	(11 798 816)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 113 396 )	( 113 709 )
Remboursement ou cession	19	113 623	67 213
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 28 860 )	( 49 276 )
Cession	21		
	22	(28 633)	(95 772)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23		10 658 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 7 448 638 )	( 7 017 740 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 367 000	(1 944 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	60 297	4 833
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(4 021 341)	1 701 093
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	8 732 061	(6 454 786)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	13 025 668	19 480 453
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		1
Solde redressé	33	13 025 668	19 480 454
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	21 757 729	13 025 668

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la ville. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc.;
- Développement Économique Sept-Îles inc.;
- La Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.;
- La Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.;
- Le Vieux-Quai en fête de Sept-Îles inc.;
- Le Jardin communautaire Ruisseau Bois-Joli.

#### Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière selon les barèmes du ministère des Transports. En 2017, la Ville a versé une contribution de 237 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus «Interbus» reliant les villes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

de Sept-Îles et de Port-Cartier.

Au 31 décembre 2017, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	954 625 \$
* Passifs	85 148 \$
* Actifs nets	869 477 \$
* Revenus	1 038 573 \$
* Dépenses	1 007 812 \$
* Surplus 2017	30 761 \$

**Corporation Touristique de Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2017, la Ville a versé une contribution de 929 445 \$, incluant une contribution de 182 075 \$ en référence avec la gestion des activités au Lac des Rapides ainsi qu'une contribution de 234 345 \$ pour la gestion des activités de l'Archipel.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2017, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	429 934 \$
* Passifs	242 755 \$
* Actifs nets	187 179 \$
* Revenus	1 109 240 \$
* Dépenses	1 095 495 \$
* Surplus 2017	13 745 \$

**Développement Économique Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2017, la Ville a versé une contribution de 582 000 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2017, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	1 527 649 \$
* Passifs	131 038 \$
* Actifs nets	1 396 611 \$
* Revenus	769 293 \$
* Dépenses	784 329 \$
* Déficit 2017	(15 036 \$)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2017, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 390 000 \$ de même qu'un montant de 37 500 \$ pour la gestion des matières résiduelles. Une contribution spéciale de 15 500 \$ a également été comptabilisée en lien avec le dossier de « l'utilisation de l'eau potable ».

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour sensibiliser et éduquer la population à l'importance du développement durable, à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources.

Au 31 décembre 2017, les états financiers de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	245 947 \$
* Passifs	93 412 \$
* Actifs nets	152 535 \$
* Revenus	523 175 \$
* Dépenses	502 290 \$
* Surplus 2017	20 885 \$

**Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2017, la Ville a versé des honoraires de gestion de 227 500 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 59 300 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2017, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	428 507 \$
* Passifs	379 782 \$
* Actifs nets	48 725 \$
* Revenus	1 118 444 \$
* Dépenses	1 173 000 \$
* Déficit 2017	(54 556 \$)

**Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.**

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. et subventionne cette dernière. En 2017, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 181 000 \$. Elle a également augmenté sa contribution annuelle d'un montant de 96 937 \$, soit l'équivalent des revenus de licences, de captures des animaux et d'euthanasies.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour le ramassage, la garde et la disposition des animaux errants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Au 31 décembre 2017, les états financiers de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	82 326 \$
* Passifs	46 678 \$
* Actifs nets	35 648 \$
* Revenus	412 644 \$
* Dépenses	437 746 \$
* Déficit 2017	(25 102 \$)

**Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)**

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville de Sept-Îles, conjointement avec les autres villes membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et doit soutenir financièrement le développement économique. De plus, en 2017, la Ville versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit la Station récréotouristique de Gallix, une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles de même qu'une quote-part pour la campagne de sensibilisation sur les dépôts clandestins. La participation de la Ville pour l'exercice 2017 totalise 454 082 \$, soit :

* Administration	230 664 \$
* Développement économique	138 369 \$
* Archives	19 800 \$
* Équipements supralocaux	30 206 \$
* Projet Écopatrouille	23 166 \$
* Dépôts clandestins	11 877 \$

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception, revenus faisant l'objet d'ajustement lors de l'envoi de facturation complémentaire résultant d'une modification au rôle d'évaluation;
- Les revenus de paiements tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'adoption des règlements annuels de taxation et ajustés lors de l'émission d'un « certificat de l'évaluateur et avis de modification du rôle d'évaluation foncière »;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des constats d'infraction;
- Le produit de cession des immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

### C) Actifs financiers

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

#### Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable s'il y a lieu.

#### Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable s'il y a lieu.

#### Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

### D) Passifs

#### Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

#### Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux,

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites. Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

### **Passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés**

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

### **Subventions reportées du gouvernement du Québec**

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

### **Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds régional à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

## **E) Actifs non financiers**

### **Stocks**

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les immobilisations acquises par voie de donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

<b>Nature des immobilisations</b>	<b>Durée de vie utile</b>
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**F) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors une transaction aux dépenses à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation, amortie au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### G) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite;
- la couverture des soins de santé, et;
- l'assurance vie offerte aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2017 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant au titre de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

**Appariement fiscal pour revenus de transfert - Ententes de partage :**

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

**Frais d'assainissement pour les sites contaminés :**

- pour le passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à de la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils étaient confirmés et rencontraient les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Solde des frais reportés relatif à la confection des rôles triennaux d'évaluation - Mesure transitoire :**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir créées seront amorties sur la durée qui aurait été normalement applicable à notre charge de confection de rôle triennal d'évaluation, en tant qu'élément de frais reportés, avant le redressement.

**I) Instruments financiers**

S/0

**J) Autres éléments**

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville de Sept-Îles, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'escompte et d'émission des dettes à long terme sont amortis sur la durée du refinancement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/0

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 19 202 498	10 481 240
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
- Org. contrôlés - Fonds caisse	4 2 584 017	2 544 428
- Org. contrôlés - Découvert	5 (28 786)	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 21 757 729</b>	<b>13 025 668</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 7 704 371	6 936 565
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
Ville de Sept-Îles	6 832 901	6 568 640
Organismes contrôlés	871 470	367 925
<b>Total des sommes affectées</b>	<b>7 704 371</b>	<b>6 936 565</b>
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 4 187 218	9 536 788
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	1 283
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 4 071 132	5 191 398
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 566 106	397 834
Organismes municipaux	15 454 057	1 148 960
Autres		
- Administration municipale	16 1 774 857	1 910 414
- Organismes contrôlés (nets) **	17 221 285	683 339
	18 11 274 655	18 870 016
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21 52 183	63 335
	22 52 183	63 335
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 1 490 734	829 645
<b>Note</b>		
** Suivant les modifications dans la présentation des données financières du rapport financier de 2017, le solde des débiteurs provenant des organismes contrôlés de 2017 est présenté net des transactions éliminées lors de la consolidation et totalisant 52 860 \$ (508 988 \$ en 2016)		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	24	197 847	197 847
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Prêt - Vieux Quai en Fête	26	80 000	
- Prêt - VQF (élimination)	27	(80 000)	
	28	197 847	197 847
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**Note**

**Prêt sans intérêt à Vieux-Quai en Fête de Sept-Îles**

Le 26 janvier 2017, le conseil municipal acceptait de prêter la somme de 100 000 \$ sans intérêt pour permettre le remboursement intégral des fournisseurs impayés suivant la fête familiale - Édition de 2016 et ainsi assurer la pérennité de l'évènement. Selon les modalités du prêt, ce dernier est remboursable en cinq versements égaux de 20 000 \$, le premier étant payable en février 2017. Le 28 mars 2018, le conseil autorisait le report partiel du remboursement de 2018 pour 10 000 \$, remboursable en 2022.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	597 381	597 609
Autres placements	31	325 926	297 066
	32	923 307	894 675
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	325 926	297 066
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Placements affectés à la réserve pour autobus totalisant 325 956 \$ provenant de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc., en date du 31 décembre 2017 (297 066 \$ en 2016)

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	984 600	1 445 500
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(4 342 500)	(4 222 800)
	37	<u>(3 357 900)</u>	<u>(2 777 300)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 643 300	2 540 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	479 100	464 800
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	63 650	57 575
	43	<u>3 186 050</u>	<u>3 062 675</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>10. Emprunts temporaires</b>		
Les différents emprunts temporaires portent intérêts au taux de base (TB) plus 0,50 % et se détaillent comme suit :		
Règlement # 2016-340 :	1 200 000	120 000
Règlement # 2016-341 :	219 000	0
Règlement # 2016-343 :	2 290 000	2 000 000
Règlement # 2017-377 :	1 778 000	0
	<b>5 487 000</b>	<b>2 120 000</b>

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	5 742 528	3 519 715
Salaires et avantages sociaux	48	3 165 536	2 804 659
Dépôts et retenues de garantie	49	1 952 198	2 514 460
Provision pour contestations d'évaluation	50	3 176 453	1 838 858
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	1 809 871	1 566 854
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	550 000	450 000
Autres			
- Intérêts courus - Dette L. T.	53	803 843	851 839
- Organismes contrôlés (nets) **	54	310 487	776 522
-	55		
-	56		
-	57		
	58	17 510 916	14 322 907

**Note**

\*\* Suivant les modifications dans la présentation des données financières du rapport financier de 2017, le solde des crédoeurs provenant des organismes contrôlés de 2017 est présenté net des transactions éliminées lors de la consolidation et totalisant 52 860 \$ (508 988 \$ en 2016)

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	154 527	135 843
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	1 745 432	1 592 512
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	7 626	7 626
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64	27 500	27 500
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Administration municipale	66	729 749	488 477
- Organismes contrôlés	67	439 407	414 259
-	68		
-	69		
	70	3 104 241	2 666 217

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

					<b>2017</b>		<b>2016</b>	
<b>13. Dette à long terme</b>	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>					
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,60	2018	2046	71	80 028 000	87 443 000	
Obligations et billets en monnaies étrangères					72			
Gains (pertes) de change reportés					73			
					74			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,70	4,79	2018	2023	75	17 192	50 830	
Organismes municipaux					76			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77			
Autres					78			
					79	80 045 192	87 493 830	
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	( 102 524 )	( 162 821 )	
					81	79 942 668	87 331 009	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2017</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2018	82	90	7 641 000	98	107	13 231	115	7 654 231
2019	83	91	7 169 000	99	108	2 885	116	7 171 885
2020	84	92	6 504 000	100	109	931	117	6 504 931
2021	85	93	6 253 000	101	110	45	118	6 253 045
2022	86	94	5 608 000	102	111	47	119	5 608 047
2023 et +	87	95	46 853 000	103	112	53	120	46 853 053
	88	96	80 028 000	104	113	17 192	121	80 045 192
Intérêts et frais accessoires				105	( )		122	( )
	89	97	80 028 000	106	114	17 192	123	80 045 192

**Note****14. Actifs financiers nets (dette nette)**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>	
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(67 239 201)	(67 282 689)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( 7 957 803 )	( 8 883 203 )
Autres	126	( 52 183 )	( 63 335 )
	127	(75 249 187)	(76 229 227)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	128	64 454 150	156	630 546	183		210	65 084 696
Eaux usées	129	62 977 180	157	1 297 292	184		211	64 274 472
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	139 309 502	158	4 088 258	185		212	143 397 760
Autres	131	52 114 143	159	1 168 827	186		213	53 282 970
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	65 255 668	161	578 706	188		215	65 834 374
Améliorations locatives	134	86 878	162		189		216	86 878
Véhicules	135	8 455 067	163	604 325	190	106 775	217	8 952 617
Ameublement et équipement de bureau	136	3 715 108	164	165 018	191	53 997	218	3 826 129
Machinerie, outillage et équipement divers	137	9 678 003	165	184 246	192	119 810	219	9 742 439
Terrains	138	2 939 809	166	39 182	193		220	2 978 991
Autres	139	1 191 180	167	161 384	194	47 440	221	1 305 124
	140	<u>410 176 688</u>	168	<u>8 917 784</u>	195	<u>328 022</u>	222	<u>418 766 450</u>
Immobilisations en cours	141	<u>3 147 065</u>	169	<u>785 811</u>	196		223	<u>3 932 876</u>
	142	<u>413 323 753</u>	170	<u>9 703 595</u>	197	<u>328 022</u>	224	<u>422 699 326</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	143	33 823 805	171	1 409 233	198		225	35 233 038
Eaux usées	144	28 870 040	172	1 438 299	199		226	30 308 339
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	75 889 634	173	3 611 088	200		227	79 500 722
Autres	146	23 084 969	174	1 715 480	201		228	24 800 449
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	24 874 006	176	1 487 745	203		230	26 361 751
Améliorations locatives	149	28 960	177	5 792	204		231	34 752
Véhicules	150	2 769 566	178	484 966	205	98 834	232	3 155 698
Ameublement et équipement de bureau	151	3 197 050	179	144 917	206	53 997	233	3 287 970
Machinerie, outillage et équipement divers	152	4 769 782	180	444 634	207	113 810	234	5 100 606
Autres	153	<u>935 296</u>	181	<u>99 044</u>	208	<u>41 456</u>	235	<u>992 884</u>
	154	<u>198 243 108</u>	182	<u>10 841 198</u>	209	<u>308 097</u>	236	<u>208 776 209</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	155	<u>215 080 645</u>					237	<u>213 923 117</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	248	886 076	1 043 629
Immeubles industriels municipaux	249	338 948	338 948
Autres	250	704 051	660 000
	251	1 929 075	2 042 577
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	1 929 075	2 042 577
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	100 037	232 265
-	255		
-	256		
Autres			
- Taxes de secteur	257	6 843	(7 759)
- Organismes contrôlés	258	35 521	50 134
	259	142 401	274 640
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**18. Fonds local d'investissement**

	2017	2016
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	269	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	(                    )	(                    )
	275		
	276		
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dettes à long terme	279		
	280		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	281		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**19. Fonds local de solidarité**

2017

2016

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

**Excédent (déficit) de l'exercice** 296

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	(	)
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**20. Obligations contractuelles**

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé une convention de prêt en date du 26 janvier 2017 avec le Vieux-Quai en Fête, convention dans laquelle ce dernier emprunte à la ville un montant de 100 000 \$ pour combler le déficit de l'édition 2015 de la fête familiale annuelle et ainsi régler les fournisseurs impayés et assurer la pérennité de l'évènement. Ce prêt sera remboursable en cinq (5) versements annuels égaux de 20 000 \$, débutant en février 2017 et se terminant en 2021. En mars 2018, le conseil municipal, par résolution autorisait le report partiel d'un montant de 10 000 \$ sur le remboursement de 2018, lequel remboursement devant se faire au plus tard la sixième année du prêt, soit en 2022.

4) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2023. Les versements futurs s'élèvent à environ 21 167 612 \$ et comprennent les contrats suivants :

**a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial)**

La Ville s'est engagée par contrat pour une durée de sept (7) ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2022, pour la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 12 638 069 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 9 160 570 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2022 sont les suivants :

2018	1 777 968 \$
2019	1 804 638 \$
2020	1 831 708 \$
2021	1 859 184 \$
2022	1 887 072 \$

**b) Services professionnels en évaluation foncière**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2014 au 31 octobre 2020, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 4 572 257 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 1 885 860 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2020 totalisent :

2018	543 674 \$
2019	868 182 \$
2020	474 004 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 11 janvier 2016 au 10 janvier 2019, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 3 870 059 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 1 236 242 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en janvier 2019 sont les suivants :

2018	1 148 834 \$
2019	87 408 \$

**d) Entretien du dépôt à neige**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2015 au 1er mai 2020, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 563 780 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 282 206 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en mai 2020 sont les suivants :

2018	103 255 \$
2019	106 195 \$
2020	72 756 \$

**e) Entretien des chemins en hiver, des stationnements et autres**

La Ville s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver, aux déneigements des stationnements, promenade et bornes-fontaines. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à 3 351 061 \$. Le solde des engagements au 31 décembre 2017 est de 1 794 358 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2022 sont les suivants :

2018	719 386 \$
2019	411 576 \$
2020	269 305 \$
2021	235 328 \$
2022	158 763 \$

**f) Entretien des bâtiments municipaux**

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 3 432 552 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 2 045 742 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2023 sont les suivants :

2018	614 964 \$
2019	566 518 \$
2020	579 424 \$
2021	220 790 \$
2022	59 113 \$
2023	4 933 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**g) Traitement des matières récupérées**

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er septembre 2016 au 31 août 2021 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 3 049 735 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 2 055 081 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2021 sont les suivants :

2018	553 228 \$
2019	558 757 \$
2020	564 357 \$
2021	378 739 \$

**h) Assurances collectives**

La Ville s'est engagée, par contrat, pour une durée de deux (2) ans, soit pour la période du 1er juillet 2016 au 30 juin 2018, et ce, pour le régime d'assurance collective (soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie). Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 534 704 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 396 654 \$ et le paiement minimum exigible en 2018 est le suivant :

2018	396 654 \$
------	------------

**i) Autres contrats**

La Ville s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2017, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des stations de pompage d'égoûts, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, les auditeurs externes, les actuaire et autres engagements. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 4 553 409 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2017 est de 2 310 899 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2022 sont les suivants :

2018	1 117 962 \$
2019	795 337 \$
2020	247 392 \$
2021	119 873 \$
2022	30 335 \$

4) La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engageait à verser au patrimoine fiduciaire un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie est de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes et la contribution de la Ville fut alors révisée à 3,81 \$, tel que confirmée le 28 novembre 2014 par le ministère, et ce, pour la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018.

Durant cette période d'exploitation, la Ville de Sept-Îles devra avoir versé au patrimoine fiduciaire des contributions totalisant 5 423 656 \$ en date du 31 décembre 2035.

La contribution à verser au 31 décembre 2017, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017 s'élève à 205 740 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2017 s'élève à 1 809 872 \$.

## **21. Éventualités**

### **a) Cautionnement et garantie**

#### **Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOCSI) :**

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2017, le crédit était inutilisé.

#### **Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :**

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs.

#### **Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :**

À la demande du MDDELCC, la Ville contractait auprès de nos assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois ans, échéant le 19 juillet 2018.

#### **Friperie et Centre de dépannage Sept-Îles inc. :**

Le 18 février 2016, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire autorisait la Ville de Sept-Îles à se porter caution des obligations de l'organisme auprès de la BMO-Banque de Montréal pour un emprunt de 450 000 \$ sur 15 ans selon les termes d'une convention de prêt datée du 20 janvier 2016, et ce, suivant la résolution du conseil municipal adoptée le 25 janvier 2016.

### **b) Auto-assurance**

S/O

### **c) Poursuites**

## **NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

### **Instabilité des terrains - Secteur du haut Sainte-Famille**

La Ville de Sept-Îles est aux prises avec une problématique d'affaissement de sol de terrains résidentiels situés dans le secteur Sainte-Famille, touchant notamment les rues Roméo-Vachon, du Père-Conan, Joséphat-Méthot, Pierre-Migneault et Comeau.

De façon plus particulière, ces problèmes d'affaissement de sol ont entraîné des problèmes structuraux à de nombreuses résidences construites sur des terrains vendus par la Ville. En raison desdits affaissements, la Ville a dû, dans un premier temps, verser des indemnités totalisant la somme de 288 000 \$ pour dépenses encourues par des acheteurs de terrains sur la rue Pierre-Migneault. Afin de circonscrire l'ampleur de la problématique, la Ville a dû engager des honoraires professionnels afin d'obtenir différentes expertises, notamment en géotechnique, arpentage ou autres, totalisant la somme de 700 000 \$ au 31 décembre 2017.

De plus, trente-deux (32) résidences ont dû être relocalisées sur des terrains substitués, aux frais de la Ville, pour une dépense totale estimée à 10 274 000 \$. Ces dépenses de relocalisation ont été financées par le biais d'un règlement d'emprunt de 5 170 000 \$ et par les fonds généraux pour un montant de 5 104 000 \$.

Par ailleurs, la Ville maintient une surveillance des effets possibles de ces mêmes affaissements de sol sur quelques soixante et dix (70) résidences additionnelles, par le biais notamment d'un monitoring d'arpentage. Suivant cette surveillance, la municipalité devait procéder à l'acquisition de douze (12) unités d'habitation pour un montant d'environ 3 100 000 \$. En date d'aujourd'hui, dix(10)résidences ont été acquises pour 2 632 000 \$ et ont été revendues pour un montant de 1 410 950 \$. Étant donné que ces résidences sont affectées par une problématique d'affaissement et nécessitaient des réparations importantes, ces ventes ont été faites sans garantie légale, le prix d'achat ayant été fixé en conséquence.

En terminant, la Ville a intenté un recours en responsabilité civile concernant ces mêmes évènements à l'encontre du Groupe Qualitas inc., lui réclamant une somme dépassant les 12 800 000 \$, afin de se faire indemniser pour les dommages causés à la Ville, notamment pour frais de relocalisation des résidences touchées, indemnités versées aux résidents touchés et perte d'infrastructures municipales, laquelle somme à parfaire lorsque la totalité des dommages subis par la Ville sera connue.

### **Régime de retraite - Refus d'enregistrement d'une modification par Retraite Québec**

La Ville de Sept-Îles a mandaté une firme d'avocats afin de représenter les intérêts de la municipalité dans le litige l'opposant à Retraite Québec relativement à l'enregistrement des modifications au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles contenues dans le Règlement no 2007-101, plus précisément afin de porter en appel devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ) la décision de la Retraite Québec rendue le 3 mars 2015.

Par cette décision, Retraite Québec refuse d'enregistrer et d'autoriser la modification au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) contenue au Règlement 2007-101 de la Ville au motif qu'elle constitue une modification réductrice de droits rétroactive du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

La cause a été entendue le 31 janvier 2018 et une décision a été rendue le 27 mars dernier. Le TAQ a rejeté le recours de la municipalité et a statué que, malgré la pratique établie, la modification proposée au régime de retraite constitue une mesure réductrice de droits.

La position de la municipalité s'avère, et a toujours été, que l'ajout de cet alinéa ne modifiait aucunement les droits des participants au régime, mais ne faisait que rendre explicite l'interprétation qui a toujours été retenue à l'article 8.02 a) du régime de retraite par l'ensemble des intervenants (Comité de retraite, Ville et participants) ainsi que par les usages et pratiques.

Pour ces motifs, la municipalité a demandé à la Cour supérieure d'accueillir un pourvoi en contrôle judiciaire afin d'annuler la décision du TAQ du 27 mars 2018 et de déclarer que la modification apportée au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) du Règlement n° 90-929 n'est pas une modification réductrice de droits et d'ordonner à Retraite Québec d'enregistrer la modification apportée au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) du Règlement.

Si la modification à la disposition relative à l'indexation des rentes après la retraite pour les participants retraités au 1er janvier 2007 était considérée une modification réductrice de droits, l'actuaire du régime devra réviser les évaluations actuarielles déposées par le passé, depuis cette date.

### **d) Autres**

#### **Taxes municipales - Débiteur important au 31 mai 2017**

Le 8 mars 2016, ces immeubles pour lesquels des taxes municipales d'un montant important étaient impayées à la Ville ont été vendus dans le cadre de la Loi sur les arrangements avec les créanciers (C-36).

Selon le jugement de la Cour ayant autorisé ces transactions, la Ville est créancière prioritaire des montants du produit des transactions.

Parallèlement aux processus de recouvrement de la Ville, les syndicats représentant les employés de certaines de ces compagnies ainsi qu'un regroupement de salariés non syndiqués, ont prétendu dans le cadre du processus de liquidation détenir une fiducie présumée relativement au déficit de terminaison de leur fonds de pension ainsi qu'aux cotisations qui n'ont pas été versées entre la date des ordonnances initiales et la fin du régime.

Une multitude de procédures sont enregistrées dans ce dossier tant devant la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal où le C-36 a été ouvert, et plus récemment devant la Cour Suprême de la province de Terre-Neuve où le gouvernement terre-neuvien a requis de sa Cour d'appel une référence en regard de ce problème.

Compte tenu des priorités de la Ville ainsi que de l'analyse du dossier, la Ville n'a pris aucune réserve sur ces sommes à recouvrer.

Depuis la date d'acquisition des immeubles, les nouveaux propriétaires ont effectué le paiement des taxes municipales sur leur responsabilité, et ce, pour l'ensemble des immeubles visés.

Suite à un paiement partiel de 3 441 013 \$ au cours de l'année 2017, les soldes impayés en

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

date du 31 mai 2018 totalisaient la somme de 4 320 556 \$.

### Contestations d'évaluation

Un important contribuable conteste l'évaluation foncière inscrite au rôle triennal 2016 sur l'ensemble de leurs propriétés à Sept-Îles, lesquelles totalisent plus de cent soixante millions de dollars (160 000 000 \$).

Les principales prétentions des plaignants visent une désuétude économique reliée au marché du fer ainsi que la valeur à titre de comparable de la transaction par laquelle les propriétaires se sont portés acquéreurs dans un contexte de liquidation de ces mêmes immeubles.

Pour la Ville, cet argumentaire est non fondé. Toutefois, afin de conserver une approche prudente dans l'évaluation de ces dossiers, une provision pour contestation d'évaluation a été comptabilisée en date du 31 décembre 2017, et ce, afin de pallier à toute diminution éventuelle des valeurs inscrites au rôle d'évaluation foncière qui pourrait découler d'un règlement ou encore d'une décision du Tribunal administratif du Québec.

Pour le rôle d'évaluation foncière triennal 2013-2014-2015, l'une des propriétés, mentionnée ci-dessus, fait l'objet d'une contestation d'évaluation. Ladite propriété est inscrite au rôle d'évaluation pour une valeur de 72 700 000 \$ et afin de conserver une approche prudente, une provision pour contestation d'évaluation a également été comptabilisée pour ce dossier, en date du 31 décembre 2017.

Des discussions sont actuellement en cours, entre les évaluateurs de chacune des parties, concernant les valeurs définitives à être inscrites aux rôles d'évaluation triennaux relativement à ces dossiers. Selon les conseillers juridiques, les provisions comptabilisées par la direction de la Ville sont jugées raisonnables.

## 22. Redressement aux exercices antérieurs

### Immobilisations du Vieux-Quai en fête :

L'organisme a procédé au changement de sa fin d'année financière pour le 31 août, par rapport au 31 mars et produisait un rapport financier au 31 août 2016 (6 mois) avec la création d'un fonds d'immobilisation. Les données comparatives ont été modifiées pour refléter un ajout aux immobilisations de 16 615 \$, durant l'exercice 2016.

Arrondissement : (1 \$)

## 23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville, lors de la séance spéciale du 13 décembre 2016, est présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2017 mais ne sont pas reflétées dans les colonnes «budget».

**24. Instruments financiers**

s/o

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	50 710 390	51 888 186	51 138 317			51 138 317
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 073 962	4 944 251	5 365 012			5 365 012
Quotes-parts	3						
Transferts	4	2 739 835	2 654 394	2 992 235		3 575 324	3 887 171
Services rendus	5	3 881 155	2 798 559	3 216 329		1 766 054	4 688 734
Imposition de droits	6	2 862 053	1 014 220	871 418			871 418
Amendes et pénalités	7	458 588	421 000	416 284			416 284
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	886 146	506 916	332 150		25 134	357 284
Autres revenus	10	488 897	871 035	1 669 484		59 261	1 728 745
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	66 101 026	65 098 561	66 001 229		5 425 773	68 452 965
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	194 923	1 950 000	1 117 356			1 117 356
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	1 167 034		48 607			48 607
Autres	18	364 948					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 726 905	1 950 000	1 165 963			1 165 963
	21	67 827 931	67 048 561	67 167 192		5 425 773	69 618 928
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	7 820 628	7 798 295	7 997 225	218 581		8 215 806
Sécurité publique	23	7 741 894	8 152 410	7 967 874	332 036	436 127	8 456 294
Transport	24	8 058 505	7 975 630	7 956 999	4 418 504	1 014 464	13 145 467
Hygiène du milieu	25	14 590 027	13 746 840	13 457 112	3 353 642	501 672	16 869 426
Santé et bien-être	26	1 578 757	323 620	1 429 918			1 429 918
Aménagement, urbanisme et développement	27	4 207 709	3 226 370	4 616 634	147 507	1 845 830	5 094 177
Loisirs et culture	28	10 674 543	11 077 640	10 748 175	2 271 884	1 600 860	14 129 919
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	3 109 723	2 897 365	2 805 621		36 595	2 842 216
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	10 188 743	10 188 780	10 742 154	( 10 742 154 )		
	33	67 970 529	65 386 950	67 721 712		5 435 548	70 183 223
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	(142 598)	1 661 611	(554 520)		(9 775)	(564 295)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(142 598)	1 661 611	(554 520)	(9 775)	(564 295)
Moins: revenus d'investissement	2	( 1 726 905 )	( 1 950 000 )	( 1 165 963 )	( )	( 1 165 963 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(1 869 503)	(288 389)	(1 720 483)	(9 775)	(1 730 258)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	10 188 743	10 188 780	10 742 154	99 044	10 841 198
Produit de cession	5	24 570		2 838	(15 833)	(12 995)
(Gain) perte sur cession	6	(17 863)		11 103	27 571	38 674
Réduction de valeur / Reclassement	7				(5 753)	(5 753)
	8	10 195 450	10 188 780	10 756 095	105 029	10 861 124
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	326 079		864 453		864 453
Réduction de valeur / Reclassement	10	639 204		581 788		581 788
	11	965 283		1 446 241		1 446 241
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12			77 493		97 493
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	67 213		56 130		56 130
	15	67 213		133 623		153 623
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 133 312		1 169 287		1 169 287
Remboursement de la dette à long terme	17	( 7 007 492 )	( 7 437 487 )	( 7 437 487 )	( )	( 7 437 487 )
	18	(5 874 180)	(7 437 487)	(6 268 200)		(6 268 200)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 1 216 412 )	( 1 438 704 )	( 1 431 968 )	( 161 384 )	( 1 593 352 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	400 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 250 500	400 000	400 000		400 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 068 865)	(1 202 000)	(1 160 919)		(1 160 919)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(533 535)	(222 200)	(178 201)		(178 201)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(168 312)	(2 462 904)	(2 371 088)	(161 384)	(2 532 472)
	26	5 185 454	288 389	3 696 671	(56 355)	3 660 316
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	3 315 951		1 976 188	(66 130)	1 930 058

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 726 905	1 165 963		1 165 963
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition					
Administration générale	2	( 219 045 )	( 152 564 )	( )	( 152 564 )
Sécurité publique	3	( 310 475 )	( 102 582 )	( 2 605 )	( 105 187 )
Transport	4	( 5 079 943 )	( 4 505 940 )	( 137 380 )	( 4 643 320 )
Hygiène du milieu	5	( 3 099 954 )	( 3 997 371 )	( )	( 3 997 371 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 1 224 134 )	( 1 752 )	( 6 399 )	( 8 151 )
Loisirs et culture	8	( 1 840 361 )	( 782 002 )	( 15 000 )	( 797 002 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	( 11 773 912 )	( 9 542 211 )	( 161 384 )	( 9 703 595 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( 326 961 )	( 1 332 739 )	( )	( 1 332 739 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12	( 113 709 )	( 213 396 )	( )	( 113 396 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	9 658 000			
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	1 216 412	1 431 968	161 384	1 593 352
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	211 368			
Excédent de fonctionnement affecté	16	754 848	1 327 930		1 327 930
Réserves financières et fonds réservés	17	1 188 220	1 183 175		1 183 175
	18	3 370 848	3 943 073	161 384	4 104 457
	19	814 266	(7 145 273)		(7 045 273)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	2 541 171	(5 979 310)		(5 879 310)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
				<u>Total</u>	
				<u>consolidé</u> <sup>1</sup>	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 481 240	19 202 498	2 555 231	21 757 729
Débiteurs (note 5)	2	18 695 665	11 053 370	274 145	11 274 655
Prêts (note 6)	3	197 847	277 847		197 847
Placements de portefeuille (note 7)	4	597 609	597 381	325 926	923 307
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	29 972 361	31 131 096	3 155 302	34 153 538
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 120 000	5 487 000		5 487 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 055 373	17 200 429	363 347	17 510 916
Revenus reportés (note 12)	12	2 251 958	2 664 834	439 407	3 104 241
Dette à long terme (note 13)	13	87 331 009	79 942 668	80 000	79 942 668
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 777 300	3 357 900		3 357 900
	15	108 535 640	108 652 831	882 754	109 402 725
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(78 563 279)</b>	<b>(77 521 735)</b>	<b>2 272 548</b>	<b>(75 249 187)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	214 824 760	213 610 877	312 240	213 923 117
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 042 577	1 929 075		1 929 075
Stocks de fournitures	19	1 833 012	1 681 959	22 455	1 704 414
Autres actifs non financiers (note 17)	20	224 506	106 880	35 521	142 401
	21	218 924 855	217 328 791	370 216	217 699 007
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	7 584 893	8 114 973	1 133 098	9 248 071
Excédent de fonctionnement affecté	23	3 588 762	3 306 941	1 197 426	4 504 367
Réserves financières et fonds réservés	24	1 124 793	1 102 537		1 102 537
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 1 124 407 )	( 2 115 493 )		( 2 115 493 )
Financement des investissements en cours	26	(1 044 763)	(7 024 073)		(7 024 073)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	130 232 298	136 422 171	312 240	136 734 411
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	140 361 576	139 807 056	2 642 764	142 449 820

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b> Redressé note 22
<b>Rémunération</b>	1	17 788 770	17 536 442	19 588 670	19 297 155
<b>Charges sociales</b>	2	5 207 930	5 096 259	5 416 152	4 893 164
<b>Biens et services</b>	3	24 617 365	24 507 993	26 948 559	28 266 605
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	2 360 735	2 293 043	2 293 043	2 431 881
D'autres organismes municipaux	5	1 317	1 317	1 317	3 290
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	247 713	223 647	223 647	209 465
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	287 600	287 614	324 209	495 113
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	451 530	454 082	454 082	648 700
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	4 200 210	5 056 205	2 569 390	2 714 514
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	10 188 780	10 742 154	10 841 198	10 261 315
<b>Autres</b>					
- Mauvaises créances - franchise	15	35 000	67 574	67 574	42 267
- HSF - relocal./trav. correctif	16		9 141	9 141	7 465
- Prop.vendues/Réduc.valeur	17		1 446 241	1 446 241	965 284
	18	65 386 950	67 721 712	70 183 223	70 236 218

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 248 071	9 316 556
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 504 367	4 253 753
Réserves financières et fonds réservés	3	1 102 537	1 124 793
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 115 493 ) (	1 124 407 )
Financement des investissements en cours	5	(7 024 073)	(1 044 763)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	136 734 411	130 488 183
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	142 449 820	143 014 115
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	8 114 973	7 584 893
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	1 133 098	1 731 663
	11	9 248 071	9 316 556
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités de fonctionnement	12	837 408	800 000
- Affaissement de sol - Haut S-F	13	486 532	847 814
- Engagements	14	226 707	189 463
- Infrastructures & dév. domicile	15	95 177	95 177
- Anciennes Villes - GA & MO	16	51 929	47 120
- Réfection de l'hôtel de Ville	17	1 309 549	1 309 549
- Recouvrement cellules au LET	18	299 639	299 639
-	19		
-	20		
	21	3 306 941	3 588 762
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Réserve pour autobus - CTASI	22	325 926	297 066
- Fonds d'urgence & dével. DESI	23	750 000	250 000
- Aff. - CPESI, CTSI, JCBJ	24	121 500	117 925
	25	1 197 426	664 991
	26	4 504 367	4 253 753
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	772 964	795 220
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Immeuble locatif et PMVI	45	329 573	329 573
-	46		
	47	1 102 537	1 124 793
	48	1 102 537	1 124 793

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	( )
	54 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ( 175 000 ) ( )	( 250 000 )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( 429 253 ) ( )	( 492 417 )
Autres		
- Évaluation foncière	58 ( 208 641 ) ( )	( 248 678 )
-	59 ( ) ( )	( )
	60 ( 812 894 ) ( )	( 991 095 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( ) ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	( )
Autres		
-	66 ( ) ( )	( )
-	67 ( ) ( )	( )
	68 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( ) ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	( )
Autres		
-	72 ( ) ( )	( )
-	73 ( ) ( )	( )
	74 ( ) ( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 ( 1 302 599 )	( 133 312 )
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 ( 1 302 599 )	( 133 312 )
	81 ( 2 115 493 ) ( )	( 1 124 407 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 985 607	1 487 227
Investissements à financer	83 ( 8 009 680 ) (	2 531 990 )
	84 (7 024 073)	(1 044 763)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 213 923 117	215 080 645
Propriétés destinées à la revente	86 1 929 075	2 042 577
Prêts	87 197 847	197 847
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 597 381	597 609
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 216 647 420	217 918 678
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 216 647 420	217 918 678
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 ( 79 942 668 ) (	87 331 009 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 102 524 ) (	162 821 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 132 183	63 335
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ( 79 913 009 ) (	87 430 495 )
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	)
	100 ( 79 913 009 ) (	87 430 495 )
	101 136 734 411	130 488 183

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la ville de Sept-Îles est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire final moyen. Selon l'entente conclue le 30 mars 2017, le salaire moyen est calculé sur 5 ans pour les services après le 31 décembre 2013. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi. Le régime supplémentaire de retraite compense pour les limites fiscales du régime enregistré. L'évaluation actuarielle la plus récente de ces régimes est en date du 31 décembre 2015.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 445 500	1 469 900
Charge de l'exercice	4 ( 2 643 300 )	( 2 540 300 )
Cotisations versées par l'employeur	5 2 182 400	2 515 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>984 600</u>	<u>1 445 500</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 93 023 500	87 298 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>93 733 200</u> )	( <u>90 361 500</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (709 700)	(3 062 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 694 300</u>	<u>4 508 200</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 984 600	1 445 500
Provision pour moins-value	12 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>984 600</u>	<u>1 445 500</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>93 023 500</u>	<u>87 298 800</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>93 733 200</u> )	( <u>90 361 500</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>709 700</u> )	( <u>3 062 700</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 118 400	2 508 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 (23 500)	
	20 <u>3 094 900</u>	<u>2 508 600</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 232 500 )	( 1 008 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( <u>56 800</u> )	( <u>69 100</u> )
	23 1 805 600	1 431 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 656 000	792 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 23 500	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 485 100</u>	<u>2 223 600</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 891 200	4 906 200
Rendement espéré des actifs	34 ( 4 733 000 )	( 4 589 500 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>158 200</u>	<u>316 700</u>
Charge de l'exercice	<u>2 643 300</u>	<u>2 540 300</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 7 815 300	7 989 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 4 733 000 )	( 4 589 500 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 3 082 300	3 399 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (947 900)	(1 285 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 5 562 300	5 604 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 96 277 700	91 913 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 147 400	147 700
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 348 500	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,15 %	3,15 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,15 %	2,15 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	2 54

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

Les programmes d'avantages après la retraite incluent le régime d'assurance-vie et de soins médicaux postérieurs à la retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2016, ainsi que le régime d'indemnité de retraite de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2015.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (4 222 800)	(4 113 000)
Charge de l'exercice	56 ( 479 100 )	( 464 800 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 359 400	355 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(4 342 500)</u>	<u>(4 222 800)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 4 121 800 )	( 4 155 200 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (4 121 800)	(4 155 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (220 700)	(67 600)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (4 342 500)	(4 222 800)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(4 342 500)</u>	<u>(4 222 800)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( 4 121 800 )	( 4 155 200 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(4 121 800)</u>	<u>(4 155 200)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 397 700	347 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>397 700</u>	<u>347 900</u>
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ( )	( )
	74 397 700	347 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 (12 200)	(1 300)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
Autres		
-	80	
-	81	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 <u>385 500</u>	<u>346 600</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 <u>93 600</u>	<u>118 200</u>
Rendement espéré des actifs	84 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 <u>93 600</u>	<u>118 200</u>
Charge de l'exercice	86 <u>479 100</u>	<u>464 800</u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 <u>165 300</u>	<u>186 300</u>
Prestations versées au cours de l'exercice	91 <u>359 400</u>	<u>355 000</u>
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 <u>17</u>	<u>17</u>
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 <u>2,50 %</u>	<u>2,25 %</u>
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 <u>2,25 %</u>	<u>2,80 %</u>
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 <u>3,15 %</u>	<u>3,15 %</u>
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 <u>2,15 %</u>	<u>2,15 %</u>
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 <u>6,25 %</u>	<u>6,50 %</u>
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 <u>4,50 %</u>	<u>4,50 %</u>
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 <u>2 025</u>	<u>2 025</u>
Autres hypothèses économiques		
-	103	
-	104	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 106		

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 108		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109  Oui  
 110  Non

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	<b>9</b>	<b>8</b>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	112	<u>13 883</u>	<u>13 848</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	113	46 789	46 667
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>16 861</u>	<u>10 908</u>
	115	<u>63 650</u>	<u>57 575</u>

---

**Note**

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	79 942 668
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	8 009 680
Activités de fonctionnement à financer	3	1 302 599
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
- Passif au titre des ASF	5	3 357 900
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	52 183
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	9 622 803
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	224 351
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	82 713 510
---	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	82 713 510
------------------------------	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

---

Endettement total net à long terme	20	82 713 510
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	82 713 510
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	37 399 820	36 869 787	36 869 787	35 867 207
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	6 743 830	6 706 766	6 706 766	6 859 887
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 252 500	1 245 562	1 245 562	1 588 013
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	45 396 150	44 822 115	44 822 115	44 315 107
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 592 029	2 719 946	2 719 946	2 832 759
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 634 172	3 306 387	3 306 387	3 279 299
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	178 000	198 730	198 730	189 613
Service de la dette	18	87 835	91 139	91 139	93 612
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	6 492 036	6 316 202	6 316 202	6 395 283
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23				
	24				
	25	6 492 036	6 316 202	6 316 202	6 395 283
	26	51 888 186	51 138 317	51 138 317	50 710 390

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 719 970	1 970 886	1 214 040
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	15 732	22 280	16 008
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	173 198	173 198	173 198
	31	1 908 900	2 166 364	1 403 246
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	502 040	551 335	423 525
Cégeps et universités	33	315 040	306 581	294 825
Écoles primaires et secondaires	34	873 050	839 428	799 749
	35	1 690 130	1 697 344	1 518 099
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	3 599 030	3 863 708	2 921 345
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	1 284 140	1 436 767	1 091 386
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	61 081	64 537	61 231
Taxes d'affaires	43			
	44	1 345 221	1 501 304	1 152 617
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 944 251	5 365 012	4 073 962

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	75 679	75 679	92 207
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54	6 719	6 719	
Sécurité civile	55			
Autres	56		40 978	(7 905)
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	117 477	120 848	122 122
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61		295 245	294 970
Transport scolaire	62			
Autres	63		301 986	307 986
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	31 285	31 285	31 285
Réseau de distribution de l'eau potable	68	54 971	59 743	193 898
Traitement des eaux usées	69	6 769	3 905	3 970
Réseaux d'égout	70	116 146	347 955	256 089
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	140 000	154 565	150 572
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			(53 281)
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	37 411	37 411	59 321
Autres	85		8 513	151 843
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	558 591	578 605	276 395
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	236 122	319 348	243 293
Autres	88	94 943	103 212	392 614
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	1 469 394	1 839 275	2 515 379

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	720 000	877 510	41 989
Réseau de distribution de l'eau potable	107		15 685	29 741
Traitement des eaux usées	108			105 709
Réseaux d'égout	109	165 000	192 444	17 484
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117	300 000		
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	765 000	31 717	31 717
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	1 950 000	1 117 356	194 923

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	1 185 000	1 152 960	1 152 960
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			7 263
	138	1 185 000	1 152 960	1 152 960
				1 194 911
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	4 604 394	4 109 591	5 004 527
				3 905 213

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	22 880	22 564	37 713
	143	22 880	22 564	37 713
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	216 550	342 435	326 865
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	216 550	342 435	326 865
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	13 369	13 357	13 119
Enlèvement de la neige	150	25 743	25 728	25 169
Autres	151	5 938	5 932	5 844
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	45 050	45 017	44 132
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	107 771	107 664	143 069
Réseau de distribution de l'eau potable	156	20 419	20 508	20 204
Traitement des eaux usées	157	79 100	79 022	224 131
Réseaux d'égout	158	39 655	39 616	39 031
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	980 000	1 078 119	1 287 780
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 226 945	1 324 929	1 714 215
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 511 425	1 734 945	2 122 925

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	89 600	78 366	78 366
	185	89 600	78 366	182 829
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	350 000	368 262	460 185
	190	350 000	368 262	472 252
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193	250 855	338 501	338 501
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195		48 749	50 116
Transport scolaire	196			
Autres	197		146 293	142 704
Autres	198			
	199	250 855	338 501	533 543
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	75 000	88 059	88 059
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208	7 500	11 004	86 947
Autres	209			
	210	82 500	99 063	175 006
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	16 200	35 065	282 154
Autres	218			
	219	16 200	35 065	282 154
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	410 479	443 303	632 628
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	32 500	57 030	57 030
Autres	222	55 000	61 794	734 877
	223	497 979	562 127	1 424 535
Réseau d'électricité	224			
	225	1 287 134	1 481 384	2 953 789
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	226	2 798 559	3 216 329	4 688 734
				5 420 640

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	227	214 220	189 091	198 872
Droits de mutation immobilière	228	800 000	682 327	2 663 181
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 014 220	871 418	2 862 053
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	232	421 000	416 284	458 588
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	233			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	234	506 916	332 150	910 889
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		(11 103)	17 863
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236	400 000	1 209 553	1 209 553
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238		48 607	1 167 034
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			364 948
Autres	242	471 035	471 034	512 937
	243	871 035	1 718 091	2 062 782
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	963 410	957 208	7 945	965 153	965 153	980 660
Greffe et application de la loi	2	1 241 730	1 559 088	33 178	1 592 266	1 592 266	1 407 653
Gestion financière et administrative	3	3 608 585	3 740 361	163 352	3 903 713	3 903 713	3 754 867
Évaluation	4	749 500	730 101		730 101	730 101	854 812
Gestion du personnel	5	971 070	819 829	13 931	833 760	833 760	883 720
Autres							
-	6	264 000	190 638	175	190 813	190 813	230 981
-	7						
	8	7 798 295	7 997 225	218 581	8 215 806	8 215 806	8 112 693
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	4 889 500	4 898 778	46 762	4 945 540	4 945 540	4 990 979
Sécurité incendie	10	2 847 270	2 704 958	264 088	2 969 046	2 969 046	2 687 386
Sécurité civile	11	25 120	10 980		10 980	10 980	12 699
Autres	12	390 520	353 158	21 186	374 344	530 728	456 049
	13	8 152 410	7 967 874	332 036	8 299 910	8 456 294	8 147 113
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 676 210	2 108 904	3 840 277	5 949 181	5 949 181	6 090 678
Enlèvement de la neige	15	4 041 220	4 886 555	320 437	5 206 992	5 206 992	5 009 661
Éclairage des rues	16	524 630	390 021	147 975	537 996	537 996	488 545
Circulation et stationnement	17	495 570	330 609	83 286	413 895	413 895	466 852
Transport collectif							
Transport en commun	18	238 000	240 910	4 106	245 016	1 014 980	990 787
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			22 423	22 423	22 423	22 423
	22	7 975 630	7 956 999	4 418 504	12 375 503	13 145 467	13 068 946

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 173 620	2 089 402	622 190	2 711 592	2 541 764
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 295 150	1 187 053	811 390	1 998 443	2 054 257
Traitement des eaux usées	25	521 850	475 332	421 459	896 791	2 822 215
Réseaux d'égout	26	1 648 020	1 669 129	1 071 008	2 740 137	2 749 263
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 201 528	1 250 193	10 682	1 260 875	1 075 319
Élimination	28	3 060 030	3 076 010	271 512	3 347 522	3 221 216
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 030 782	1 050 490	8 246	1 058 736	921 912
Tri et conditionnement	30	749 770	578 942	220	579 162	541 329
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	5 400	5 460		5 460	5 037
Autres	34	1 347 010	1 297 381	136 935	1 434 316	1 441 829
Plan de gestion	35	40 350	26 083		26 083	13 077
Autres	36	2 000	750		750	1 455
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	592 830	566 179		566 179	702 895
Autres	39	78 500	184 708		184 708	(254 984)
	40	13 746 840	13 457 112	3 353 642	16 810 754	17 836 584
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	125 000	1 295 786		1 295 786	1 393 454
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	198 620	134 132		134 132	185 303
	44	323 620	1 429 918		1 429 918	1 578 757
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 232 720	1 191 943	64 890	1 256 833	1 300 168
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	25 300		450	450	450
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 012 900	720 369	1 345	721 714	892 467
Tourisme	49	909 350	1 155 241	52 543	1 207 784	1 223 318
Autres	50	35 000	83 400	28 279	111 679	35 000
Autres	51	11 100	1 465 681		1 465 681	984 405
	52	3 226 370	4 616 634	147 507	4 764 141	4 435 808

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 321 365	1 159 212	73 731	1 232 943	1 232 943	1 742 804
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 617 420	1 980 787	212 174	2 192 961	2 192 961	2 013 398
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 309 010	1 290 827	411 257	1 702 084	1 702 084	975 513
Parcs et terrains de jeux	56	3 042 865	2 661 927	1 048 819	3 710 746	3 748 374	3 525 052
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	235 190	235 375		235 375	235 375	232 514
Autres	59	226 890	261 744	22 551	284 295	284 295	525 425
	60	7 752 740	7 589 872	1 768 532	9 358 404	9 396 032	9 014 706
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 361 320	1 200 878	281 155	1 482 033	2 554 265	2 857 793
Bibliothèques	62	1 566 470	1 536 672	169 389	1 706 061	1 706 061	1 572 588
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	280 610	292 262	52 808	345 070	345 070	288 451
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	116 500	128 491		128 491	128 491	183 030
	66	3 324 900	3 158 303	503 352	3 661 655	4 733 887	4 901 862
	67	11 077 640	10 748 175	2 271 884	13 020 059	14 129 919	13 916 568
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 549 765	2 457 711		2 457 711	2 457 711	2 570 811
Autres frais	70	60 000	60 296		60 296	60 296	73 825
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	252 600	251 800		251 800	251 800	434 900
Autres	72	35 000	35 814		35 814	72 409	60 213
	73	2 897 365	2 805 621		2 805 621	2 842 216	3 139 749
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	10 188 780	10 742 154	( 10 742 154 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil municipal,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Sept-Îles. Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

#### Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Sept-Îles a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observation**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CMA, Permis de comptabilité publique A127603

Sept-Îles, Canada

DATE 2018-06-04



---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>		
		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>	
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	558 230	558 230	588 678
	Usines de traitement de l'eau potable	2	799 896	799 896	154 632
	Usines et bassins d'épuration	3	16 908	16 908	272 244
	Conduites d'égout	4	1 409 282	1 409 282	828 148
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	1 039 103	1 039 103	775 146
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 645 196	3 645 196	3 901 027
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	122 061	122 061	451 420
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	138 820	138 820	499 113
	Autres infrastructures	11	256 577	256 577	1 196 859
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	135 535	135 535	359 262
	Édifices communautaires et récréatifs	14	502 346	502 346	1 066 373
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16		137 380	
	Autres	17	604 325	604 325	635 445
	Ameublement et équipement de bureau	18	110 508	124 839	183 987
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	201 672	211 345	660 030
	Terrains	20			32 996
	Autres	21	1 752	1 752	201 411
		22	9 542 211	9 703 595	11 806 771

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	496 457	496 457	315 502
	Usines de traitement de l'eau potable	24	799 896	799 896	134 165
	Usines et bassins d'épuration	25	16 908	16 908	199 345
	Conduites d'égout	26	1 375 900	1 375 900	243 580
	Autres infrastructures	27	3 763 411	3 763 411	4 612 579
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	61 773	61 773	273 176
	Usines de traitement de l'eau potable	29			20 467
	Usines et bassins d'épuration	30			72 899
	Conduites d'égout	31	33 382	33 382	584 568
	Autres infrastructures	32	1 438 346	1 438 346	2 210 986
	Autres immobilisations	33	1 556 138	1 717 522	3 139 504
		34	9 542 211	9 703 595	11 806 771

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Rémunération</b>	35	126 915	355 238
<b>Charges sociales</b>	36	39 193	109 705
<b>Biens et services</b>	37	9 310 337	11 128 662
<b>Frais de financement</b>	38	65 766	180 307
<b>Autres</b>	39		
	40	9 542 211	11 773 912

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 486 227		1 323 051	3 163 176
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	74 061 065		5 189 035	68 872 030
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	78 547 292		6 512 086	72 035 206
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	63 335		11 152	52 183
	12	63 335		11 152	52 183
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	63 335		11 152	52 183
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	8 883 203		925 400	7 957 803
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	8 946 538		936 552	8 009 986
	19	87 493 830		7 448 638	80 045 192
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	87 493 830		7 448 638	80 045 192

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	255 500	250 464	249 351
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	1 500		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	26 300	11 877	11 877
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	29 830	23 166	22 600
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	138 400	138 369	138 369
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22		30 206	238 380
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	451 530	454 082	648 700

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	34,94	36,00	68 913,90	3 826 255	1 188 801	5 015 056
Professionnels	2	9,66	36,00	18 508,50	820 026	255 698	1 075 724
Cols blancs	3	105,12	35,00	184 124,20	5 506 323	1 555 826	7 062 149
Cols bleus	4	92,40	40,00	192 194,90	6 381 150	1 926 926	8 308 076
Policiers	5						
Pompiers	6	11,35	40,00	23 606,50	736 275	103 798	840 073
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	253,47		487 348,00	17 270 029	5 031 049	22 301 078
Élus	9	10,00			393 328	104 403	497 731
	10	263,47			17 663 357	5 135 452	22 798 809

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	31 285	877 510			908 795
Réseau de distribution de l'eau potable	13	59 743	15 685			75 428
Traitement des eaux usées	14	3 905				3 905
Réseaux d'égout	15	347 955	192 444			540 399
Autres	16	2 549 347	31 717			2 581 064
	17	2 992 235	1 117 356			4 109 591

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		2017	2016
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	300 123	490 065
	4	300 123	490 065
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	55 773	71 929
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	55 773	71 929
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	857 093	913 452
Enlèvement de la neige	11	20 572	32 381
Autres	12	47 285	50 137
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	924 950	995 970
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	68 626	83 209
Réseau de distribution de l'eau potable	17	188 109	195 492
Traitement des eaux usées	18	6 535	7 882
Réseaux d'égout	19	177 549	190 532
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	90 055	100 825
Matières recyclables	21	79 278	82 782
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	610 152	660 722
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27	22 777	8 151
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	22 777	8 151
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 634	5 257
Rénovation urbaine	32	2 979	3 340
Promotion et développement économique	33	88 136	100 236
Autres	34	183 677	192 067
	35	277 426	300 900
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	472 488	418 824
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	92 708	103 939
Autres	38	49 224	59 223
	39	614 420	581 986
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	2 805 621	3 109 723

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Audet, Charlotte	23 548	9 656
Bellavance, Michel	24 076	9 656
Berthe, Guy	15 594	10 662
Chevalier, Élisabeth	19 312	9 656
Doiron-Catto, Louisette	19 312	9 656
Dubuc-Johnson Lorraine	16 760	18 877
Gagné, Gervais	2 551	1 276
Lejeune, Guylaine	19 312	9 656
Masse, Jean	20 250	9 656
Miousse, Denis	19 312	9 656
Porlier, Réjean	90 995	16 787
Quessey-Légaré, Marie-Claude	3 718	1 859

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( ) ( ) ( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	4 125 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	152 920 \$	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 \$

b) Dépenses d'investissement 37 \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution 40 \_\_\_\_\_

**Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018</b>	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

## Taxes générales

Taxe foncière générale	1	37 968 540
------------------------	---	------------

## Taxes spéciales

Service de la dette	2	6 856 090
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

## Taxes de secteur

## Taxes spéciales

Service de la dette	5	1 233 220
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres	8	
--------	---	--

	9	46 057 850
--	---	------------

**SUR UNE AUTRE BASE**

## Taxes, compensations et tarification

## Services municipaux

Eau	10	2 676 510
-----	----	-----------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	3 332 479
----------------------	----	-----------

Autres	14	
--------	----	--

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	188 000
-------------------------	----	---------

Service de la dette	18	89 816
---------------------	----	--------

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	6 286 805
--	----	-----------

## Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
--------------------------------------	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	6 286 805
--	----	-----------

	26	52 344 655
--	----	------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 003 040
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	24 300
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	173 198
	5	2 200 538

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	591 220
Cégeps et universités	7	316 950
Écoles primaires et secondaires	8	927 070
	9	1 835 240

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	4 035 778

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	1 344 040
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	68 112
Taxes d'affaires	17	
	18	1 412 152

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	5 447 930

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 ..... /100\$	3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4   1 902 905 797	X 5   0,5777 /100\$	6   10 993 087				
Immeubles de 6 logements ou plus	7   182 764 411	X 8   0,5904 /100\$	9   1 079 041				
Immeubles non résidentiels	10   474 848 142	X 11   2,7879 /100\$	12   13 238 291				
Immeubles industriels	13   442 893 750	X 14   2,9965 /100\$	15   13 271 310				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 ..... /100\$	18 .....				
Autres	19 .....	X 20 ..... /100\$	21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 ..... /100\$	24 .....				
<b>Total</b>			25   38 581 729	26 (   31 359 )	27 (   1 177 740 )	28   595 910	29   37 968 540
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30   3 003 412 100	X 31   0,2301 /100\$	32   6 910 853				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 ..... /100\$	47 .....				
Autres	48 .....	X 49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b>			54   6 910 853	55 (   12 221 )	56 (   92 040 )	57   49 498	58   6 856 090

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>											
<b>Taxes générales</b>											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....								
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....								
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....								
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....								
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....								
<b>Total</b>			25 .....					26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....								
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....								
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....								
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....								
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....								
<b>Total</b>			54 .....					55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....
<b>Valeur locative imposable</b>											
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1   5   5   ,   0   0   \$
Égout	2	,       \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	,       \$
Matières résiduelles	5	1   5   5   ,   0   0   \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Service de la dette - Ancien Sept-Îles	0,0442	1	Taxe de secteur / 100 \$
Service de la dette - Ancien Gallix	0,0000	1	Taxe de secteur / 100 \$
Service de la dette - Ancien Moisie	0,0040	1	Taxe de secteur / 100 \$
Taxe de secteur - Égout de Moisie	7,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Travaux Plage Ferguson	169,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Puit eau potable - MO	220,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe spéciale - Côte du Relais	19,7405	7	/ mètre de front
Taxe spéciale - Rue de l'Église	45,5260	7	/ mètre de front
Compensation - Rue du Rond-Point	1 014,9400	4	/ immeuble imposable
Conteneur - 2 verges cubes	690,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 4 verges cubes	1 380,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 6 verges cubes	2 070,0000	7	/ Verge cube
Commercial sans conteneur	0,0015	1	/ 100 \$ d'évaluation
Dépôt site d'enfouissement - Intérieur	87,5700	7	/tonne métrique déposée
Dépôt site d'enfouissement - Extérieur	127,5700	7	/tonne métrique déposée
Eau au compteur - 16 mm	74,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 19 mm	74,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 25 mm	137,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 38 mm	242,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 50 mm	347,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 75 mm	683,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 100 mm	1 029,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 150 mm	2 079,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 200 mm	4 158,0000	7	Compensation minimale
Commercial sans compteur d'eau	155,0000	7	/unité d'éval. desservi
Eau au compteur - Compens. additionnelle	0,4600	7	/ 1 000 litres excéd.
Eau - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Emplac. camping	15,0000	7	/ Emplacement

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	52 344 655
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	45 928

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	1 287 460
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	654 453
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	21 207 807
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	188 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>31 581 855</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	3 003 412 100
--	----	---------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> <span>,</span> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">0</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">5</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">5</div> <span>/100 \$</span> </div>
--	----	--

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	14 673 140	13 322 430			1 456 000	
De secteur	2	212 410	182 500			78 430	
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 964 294	265 000			1 355 425	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	16 849 844	13 769 930			2 889 855	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	15 373 060			44 824 630
De secteur	10	759 880			1 233 220
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	89 816			89 816
Autres	13	2 424 270			6 008 989
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	18 647 026			52 156 655

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	13 907 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	66 532 421 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	7 654 231 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	2 319 858 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 546, avenue De Quen  
(no) (rue)  
Sept-Îles G4R 2R4  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 964-3215 2014  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.nobert@ville.sept-iles.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Serge Gagné, OMA

Téléphone (418) 964-3215 2018  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serge.gagne@ville.sept-iles.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Mallette, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 100-737 boulevard Laure  
(no) (rue)  
Sept-Îles G4R 1Y2  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-3154  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-4119  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel felix.tremblay@mallette.ca

Responsable du dossier Félix Tremblay, CPA auditeur, CMA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Manon Nobert, CPA, CA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-06-11 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sept-Îles .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Îles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sept-Îles détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de (564 295) \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0312 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-06-12 07:48:13

Date de transmission au Ministère : 2018/06/12